



**ACCORD-CADRE DE FOURNITURE D'OUTILLAGE ET
CONSOMMABLES POUR MATERIELS TRES HAUT DEBIT
POUR LE CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DE LA
CCI SEINE-ET-MARNE SITUE A EMERAINVILLE**

N° 2024/MAPA/09

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P

Le présent document comprend 22 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET.....	3
ARTICLE 3 – DUREE – RECONDUCTION	3
ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 6 – DESIGNATION D’UN REPRESENTANT	5
ARTICLE 7 – SERVICE INTERLOCUTEUR	5
ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’EXECUTION	6
ARTICLE 10 – GESTION DES DECHETS.....	7
ARTICLE 11 – GARANTIE	7
ARTICLE 12 – CONDITIONS D’ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	9
ARTICLE 14 – PRIX	9
ARTICLE 15 – REGLEMENT.....	11
ARTICLE 16 – PERSONNEL INTERVENANT.....	13
ARTICLE 17 – ASSURANCES	13
ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE	13
ARTICLE 19 – PENALITES	14
ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	14
ARTICLE 21 – RESILIATION	15
ARTICLE 22 – CLAUSE DE REEXAMEN	15
ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 24 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	17
ARTICLE 25 – DIFFERENDS.....	18
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	18
ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE

(*Ci-après dénommée la « CCI de Seine-et-Marne »*)

1 avenue Johannes Gutenberg – Serris

CS 70045

77776 Marne-la-Vallée cedex 4

Représentée par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

ARTICLE 2 – OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'outillage et consommables pour matériels très haut débit, pour les besoins du centre de formation des apprentis de la CCI de Seine-et-Marne situé sur la commune d'Emerainville.

Il est constitué d'un lot unique et mono-attributaire, conclu avec un seul opérateur économique.

En application de l'article R2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R 2162-13 et R2162-14 du code précité.

Il est conclu sans montant minimum et avec montant maximum fixé à 15 000 euros HT par an.

ARTICLE 3 – DUREE – RECONDUCTION

Le présent accord cadre prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 12 mois.

Il peut être reconduit tacitement trois fois pour une durée de 12 mois à chaque reconduction, sauf décision contraire notifiée par la CCI de Seine-et-Marne un mois au plus tard avant l'échéance de la période concernée.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

L'accord-cadre est reconduit sous réserve que le titulaire fournisse les documents et attestations exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les documents et attestations doivent être déposés dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande adressée via la plate-forme mise à disposition par la CCI de Seine-et-Marne (e-attestations).

ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, le présent accord-cadre est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

Leurs stipulations s'appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

a) Documents particuliers

- 1) L'acte d'engagement du lot concerné, daté et signé par le représentant habilité de chaque partie ;
- 2) L'annexe à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) ;
- 3) Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ;
- 4) Les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- 5) Le catalogue en vigueur du titulaire ;
- 6) Les bons de commande émis au titre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- 7) L'offre technique décrivant les dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents ;

b) Document général

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS), dans sa dernière version en vigueur et lorsque les documents particuliers n'y dérogent pas expressément.

Le présent accord-cadre constitué des pièces définies ci-dessus formalise l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés entre la CCI de Seine-et-Marne et le titulaire préalablement à la signature du marché.

En particulier, sauf accord express de la CCI de Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire notifie sans délai à la CCI de Seine-et-Marne toute modification survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse (siège social ou adresse de facturation) ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant ;
- Toute modification de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du présent accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et

documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les attestations et documents doivent être déposés par le titulaire sur la plateforme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Sous peine de résiliation, les attestations et documents sont transmis dans un délai de 15 jours à compter de la demande de la CCI de Seine-et-Marne.

ARTICLE 6 – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT

Dès notification du présent accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire désigne un représentant, interlocuteur unique et permanent de la CCI de Seine-et-Marne pour toutes questions concernant la réalisation des prestations. Le représentant du titulaire doit être joignable du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00.

En cas d'absence ponctuelle ou définitive de ce représentant, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations et transmet à la CCI de Seine-et-Marne, au plus tard dans un délai de 15 jours, le nom, prénom et coordonnées professionnelles du nouveau responsable désigné.

ARTICLE 7 – SERVICE INTERLOCUTEUR

Le service interlocuteur pour l'exécution du présent accord-cadre est l'UTEC de la CCI de Seine-et-Marne. Tout document est à adresser à :

UTEC Marne-la-Vallée
Administration des Formations
6 boulevard Olof Palme
77184 Emerainville

Ou par courrier électronique à l'adresse suivante :
valerie.pujol@seineetmarne.cci.fr

ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont précisées dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

A ce titre, le titulaire du présent accord-cadre garantit que les produits livrés sont :

- ✓ Conformés en tous points aux spécifications énoncées dans les directives, lois, décrets, textes réglementaires, normes européennes et nationales en vigueur à la date de leur livraison ;
- ✓ Dépourvus de tout danger et comportent les avertissements, informations et notices nécessaires ;
- ✓ Emballés et protégés conformément à la réglementation pour leur stockage et transport.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D’EXECUTION

9.1. – STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT

Le titulaire du présent accord-cadre assume la responsabilité du stockage des matériels dans ses locaux, jusqu’à leur admission par la CCI de Seine-et-Marne.

En application de l’article 20.2 du CCAG/FCS, la qualité des emballages est de la responsabilité du titulaire.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

En application de l’article 20.3 du CCAG/FCS, le transport s’effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu’au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l’arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire veille à limiter l’impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Toutes les livraisons sont effectuées **franco de port et d’emballage**, à l’adresse et à la date précisés lors de la commande.

9.2. – DELAIS DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

A la suite d’un ajournement ou d’un rejet des fournitures, la livraison doit être réalisée au plus tard dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d’ajournement ou de rejet.

9.3. – LIEU

Les livraisons sont réalisées au lieu et à l’adresse suivante :

**UTEC – 6 boulevard Olof Palme / CS 60150 Emerainville – 77436
Marne-la-Vallée Cedex 2**

Toute modification du lieu de livraison est précisée dans le bon de commande.

En tout état de cause, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de chaque bon de commande.

Le titulaire doit, un jour ouvré avant la date de livraison, prendre contact avec le référent de la CCI de Seine-et-Marne désigné dans le bon de commande.

Les livraisons sont réalisées dans les lieux de stockage indiqués par le référent de la CCI. Il est porté à l’attention du titulaire que des livraisons à l’étage peuvent être demandées.

9.4. – BON DE LIVRAISON

Les fournitures doivent être accompagnées d’un bon de livraison, établi distinctement par le titulaire pour chaque bon de commande et mentionnant :

- Le nom du titulaire ;
- La référence du présent accord-cadre ;

- Le numéro et la date du bon de commande auquel la livraison se rapporte ;
- L'adresse du service / site à l'origine de la commande ;
- La date et l'heure de livraison ;
- Le nombre de colis livré ;
- L'identification de chaque fourniture livrée : référence, répartition par colis le cas échéant (nombre de colis) ;
- La quantité de chaque fourniture livrée et le solde éventuel restant à livrer

En aucun cas, la signature du bon de livraison ne vaut admission des fournitures par la CCI de Seine-et-Marne et, en conséquence, ne saurait faire obstacle aux opérations de vérification prévues par le présent C.C.P et le CCAG/FCS.

9.5. – MODIFICATION DE FOURNITURE ET/OU REFERENCE

Toute modification de fourniture et/ou référence fait l'objet d'une information écrite du titulaire, adressée au service interlocuteur mentionné à l'article 7 du présent C.C.P, au minimum un mois avant sa date d'entrée en application.

La modification ne peut intervenir qu'à qualités équivalentes et sans modification du prix unitaire de la référence remplacée, tel que fixé au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

ARTICLE 10 – GESTION DES DECHETS

En application de l'article 20.4 du CCAG/FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du présent accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et d'évacuation des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la CCI de Seine-et-Marne, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets, conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

ARTICLE 11 – GARANTIE

En application de l'article 33 du CCAG/FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission par la CCI de Seine-et-Marne.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, le présent accord-cadre s'exécute suivant l'émission de bons de commande.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 3 mois le terme de l'accord-cadre.

12.1. – PERSONNES HABILITEES A EMETTRE LES BONS DE COMMANDE

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- Le Président de la CCI de Seine-et-Marne et ses délégataires ;
- Le Directeur général de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Le Directeur de l'UTEC

Le titulaire est avisé des modifications éventuelles par tout moyen matériel ou dématérialisé.

Toute livraison qui serait réalisée sans avoir fait l'objet d'un bon de commande conforme ne donne lieu à aucun règlement.

12.2. – CONTENU ET TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande comprend au minimum les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du présent accord-cadre ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- L'adresse du site de livraison ;
- Le délai de livraison ;
- La désignation et la référence de chaque article ;
- La quantité par article ;
- Le prix unitaire ;
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant ;
- Le montant total

Les mentions du bon de commande font foi en cas d'application de pénalités pour retard.

Chaque bon de commande est transmis par courrier électronique avec accusé de réception ou via un site en ligne éventuellement mis à disposition par le titulaire. Le titulaire doit confirmer la réception de chaque bon de commande par courrier électronique.

12.3. – DELAI D'OBSERVATION

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Aucune fréquence ni quantité minimale ne peut être exigée par le titulaire, aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes qui seraient jugées de faible montant.

12.4. – ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

La CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité d'annuler un bon de commande en le notifiant au titulaire, sous réserve de respecter un préavis de d'un jour ouvré.

Dans le respect de ce préavis, aucune indemnité de dédit n'est due au titulaire.

ARTICLE 13 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, la CCI de Seine-et-Marne n'est pas tenue d'aviser le titulaire du présent accord-cadre des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative se déroulent en application des articles 28 et 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG/FCS en cas d'ajournement de l'admission des fournitures, la CCI de Seine-et-Marne invite le titulaire à présenter à nouveau les fournitures mises au point dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, la CCI de Seine-et-Marne a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 5 jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG/FCS en cas de rejet partiel ou total des fournitures, dûment motivé, le titulaire est tenu de livrer à nouveau les fournitures dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision de rejet.

Les frais de manutention et de transport entraînés par un ajournement ou un rejet des fournitures sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôles adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées, tant dans ses ateliers que pendant le transport et la livraison des fournitures.

ARTICLE 14 – PRIX

14.1. – DEFINITION ET CONTENU

Les prix du présent accord-cadre sont définis comme suit :

- Prix fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) concernant les matériels et fournitures qui y sont mentionnés ;
- Matériels et fournitures non mentionnés dans le B.P.U : prix publics du catalogue en vigueur du titulaire après application du pourcentage de remise dont il est fait mention dans l'acte d'engagement

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les

frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En conséquence, les livraisons sont réalisées franco de port et d'emballage, dès le premier euro et quelles que soient les quantités livrées.

Les prix sont exprimés en euro hors taxes auxquels s'applique le taux de TVA en vigueur.

Les prix sont maintenus sous réserve des dispositions relatives à la variation des prix, à la hausse ou à la baisse.

Aussi, la CCI de Seine-et-Marne se réserve la possibilité de solliciter la production d'un nouveau B.P.U en cas de baisse tendancielle des prix.

14.2. – MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de réception des offres.

Les prix sont fermes pour la première année.

Les prix sont révisables à chaque reconduction, sur demande du titulaire, par référence au barème du titulaire applicable à la date anniversaire de notification de l'accord cadre.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Dans ce cas, le titulaire transmet à la CCI de Seine-et-Marne, **deux mois avant la date de leur entrée en vigueur**, le nouveau barème, les pourcentages de variation ainsi que les justifications du nouveau barème.

La demande de révision des prix doit être accompagnée d'une proposition de B.P.U révisé, intégralement renseigné, d'une note explicative de l'évolution des prix du B.P.U, ainsi que d'une note relative aux prix publics ayant connu une évolution.

La CCI de Seine-et-Marne notifie, un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, son accord ou son refus (en cas, notamment, de dépassement de la clause butoir définie ci-après, de non-respect du délai de transmission, d'incohérence dans les justificatifs fournis).

Passé ce délai, la révision des prix est réputée être acceptée par la CCI de Seine-et-Marne.

14.3. – CLAUSE BUTOIR

Toute variation des prix résultant de l'application du barème du titulaire ne saurait entraîner une augmentation ou une diminution supérieure à 3% par rapport aux prix initiaux ou aux derniers prix révisés.

Dans le cas contraire, la révision des prix est corrigée dans cette proportion.

14.4. – OFFRES PROMOTIONNELLES

Les prix ne sont pas exclusifs d'offres promotionnelles, hors remise sur catalogue accordée au titre du présent accord-cadre.

Dès lors, le titulaire communique son intention de mise en œuvre d'un barème promotionnel en précisant :

- La période d'application des prix promotionnels (date de début et date de fin) et leurs modalités d'application ;
- La liste des produits concernés (référence de chaque article) ;
- Les pourcentages de variation par rapport aux prix de référence du présent accord-cadre.

Les prix promotionnels s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils soient inférieurs aux prix nets résultant de l'application de l'accord-cadre.

ARTICLE 15 – REGLEMENT

15.1. – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Chaque facture correspond aux quantités réellement livrées à la date d'établissement de celle-ci.

En conséquence, le titulaire du présent accord-cadre établit et transmet une facture correspondant à chaque bon de commandes exécuté.

Outre les mentions légales, chaque facture comporte les mentions suivantes :

- La référence du présent accord-cadre ;
- Le numéro et la date du bon de commande correspondant ;
- La désignation et la référence de chaque article livré ;
- La quantité facturée de chaque article correspondant au bon de commande ;
- Le prix unitaire résultant des dispositions de l'accord-cadre (B.P.U, remise, offre promotionnelle) ;
- Le taux et le montant de TVA ;
- Le montant TTC

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

15.2. – FACTURATION ELECTRONIQUE

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro sont précisées dans le(s) bon(s) de commande émis au titre du présent accord-cadre, à savoir :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235 ;
- Numéro d'engagement : N° du bon de commande

15.3. – VERIFICATIONS ET PAIEMENT

15.3.1. – Acceptation du montant

La CCI de Seine-et-Marne vérifie le montant indiqué sur la facture.

Les sommes sont éventuellement réduites compte tenu du montant du par le titulaire au titre de réductions ou de pénalités prévues dans le présent C.C.P.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la CCI de Seine-et-Marne et notifié au titulaire, si la demande de paiement a été modifiée ou complétée comme indiqué précédemment.

Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé avoir accepté le montant modifié.

15.3.2 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et la CCI de Seine-et-Marne, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la CCI de Seine-et-Marne, dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG/FCS et après déduction des pénalités éventuellement dues au titre du présent C.C.P.

Le paiement des sommes dues est réalisé par virement sur le compte dont les coordonnées sont précisées dans l'acte d'engagement.

15.4. – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par la CCI de Seine-et-Marne.

En cas de litige, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

15.5. – PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations stipulées dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement.

Les dispositions applicables sont définies à l'article 12.1 du CCAG/FCS.

ARTICLE 16 – PERSONNEL INTERVENANT

Le titulaire du présent accord-cadre est entièrement responsable de l'organisation technique et fonctionnelle des prestations. Il exerce la plénitude de l'autorité hiérarchique sur son personnel, en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit.

Le titulaire garantit la régularité permanente des conditions d'emploi au regard du code du travail et de la réglementation en vigueur.

Le personnel affecté à la réalisation des prestations porte une tenue vestimentaire propre et adaptée à leur fonction, ainsi qu'un badge visible permettant d'identifier l'entreprise. Ils doivent être en mesure de présenter à tout moment les pièces justificatives susceptibles de leur être demandées.

Le titulaire est responsable des actes commis par son personnel dans les locaux où il intervient. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour la CCI de Seine-et-Marne ou les tiers.

Le titulaire se porte garant du respect par son personnel de la confidentialité des informations dont ils auraient connaissance à l'occasion de la réalisation des prestations.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire du présent accord-cadre doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI de Seine-et-Marne et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de la CCI de Seine-et-Marne et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent accord-cadre notifie son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE 19 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, la nature et les modalités des pénalités applicables sont définies comme suit.

19.1. – PENALITE POUR RETARD

En cas de retard de livraison ou de non-remplacement dans le délai imparti à la suite d'une décision d'ajournement ou de rejet, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de : 100 euros par jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire est redevable des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

19.2. – PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

En cas de non-respect des dispositions du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire encourt une pénalité de : 2% du montant maximum annuel HT de l'accord-cadre.

Les pénalités sont cumulables et applicables dès la première constatation.

ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, la CCI de Seine-et-Marne peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire :

- Soit, lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers est notifiée par la CCI de Seine-et-Marne.
Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire ;
- Soit, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est cependant tenu de fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution des

prestations par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis à sa charge.

ARTICLE 21 – RESILIATION

Le présent accord-cadre peut être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG/FCS (articles 38 et suivants).

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général décidée par la CCI de Seine-et-Marne ne donne lieu à aucune indemnité.

En outre, si le titulaire ne s'acquitte pas de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions exposées ci-dessous.

Informée par les services compétents du non-respect par le titulaire des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), la CCI de Seine-et-Marne le met en demeure de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour apporter la preuve de la régularisation de sa situation.

A défaut, la CCI de Seine-et-Marne en informe les services compétents et peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées à l'encontre du titulaire.

Par ailleurs, en cas de manquement du titulaire à l'une des dispositions du présent C.C.P en matière de lutte contre la corruption ou de fausse déclaration, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 – CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre peut être mise en œuvre en application des articles L2194-1 1° et R2194-1 du code de la commande publique, lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre et ce, pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas de droit acquis au réexamen des conditions d'exécution ou des conditions financières de l'accord-cadre.

L'initiative de la demande appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande dûment accompagnée des justificatifs nécessaires est transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur la demande de réexamen des conditions d'exécution ou des conditions financières de l'accord-cadre.

Si le principe et les conditions du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Décision prise par la CCI de Seine-et-Marne, indépendamment de l'accord-cadre, mais ayant un impact sur l'exécution des prestations – ex. : création ou cessation d'activité (formation), cession, etc. ;
- Ajustement des prestations : les parties peuvent convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, le délai d'exécution en cas de survenance d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles et si ces ajustements sont rendus nécessaires au parfait achèvement des prestations ;
- Modification des conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
 - En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service ;
 - En cas de modifications législatives, réglementaires ou de toute autre disposition s'imposant aux parties et entraînant des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et non mesurables lors de la signature de l'accord-cadre.

Dans ces hypothèses, les conditions financières peuvent être modifiées après réexamen par les parties, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre.

Toute modification acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

En tout état de cause, la clause de réexamen ne peut avoir pour objet de palier une mauvaise appréciation ou tout autre défaut de la part du titulaire concernant les prestations à exécuter au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du présent accord-cadre, telles que précisées en annexe du présent C.C.P.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant

ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire est destinataire des seules données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

La CCI de Seine-et-Marne se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement s'agissant des données communiquées au titulaire.

ARTICLE 24 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les parties s'engagent à exercer leurs activités en stricte conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales, en vigueur, en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence sous toutes ses formes.

Notamment, les parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et, d'une manière générale, toutes les dispositions légales et réglementaires équivalentes ou poursuivant les mêmes objectifs, en vigueur en France.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la CCI de Seine-et-Marne a mis en œuvre un dispositif adapté à son organisation interne destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein. Elle s'est dotée d'un code de conduite anti-corruption accessible sur son site internet.

Le titulaire du présent accord-cadre déclare avoir pris connaissance des dispositions du code de conduite anti-corruption de la CCI de Seine-et-Marne et s'engage à le respecter.

De ce fait, les parties déclarent sur l'honneur :

- Qu'elles s'engagent à respecter les lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ;
- Qu'elles n'ont pas fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'à leur meilleure connaissance, aucun dirigeant ni cadre n'a fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'elles n'ont accordé ni n'accorderont, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque à quiconque en vue ou en contrepartie de la conclusion d'un contrat ou d'une commande ;

- Qu’elles fournissent toute assistance nécessaire pour répondre à une demande relative à la lutte contre la corruption, adressée à l’autre partie, par une autorité dûment habilitée.

ARTICLE 25 – DIFFERENDS

Les différends sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG/FCS.

Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en français.

Les parties s’efforcent de régler à l’amiable tout différend relatif à l’interprétation des stipulations de l’accord-cadre ou à l’exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend fait l’objet de la part du titulaire d’un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué dans un délai de 2 mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d’un délai 2 mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision. L’absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

Instance compétente chargé des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L’article 12.3 « Délai d’observation » du présent C.C.P déroge aux dispositions de l’article 3.7.2 du CCAG/FCS.

L’article 13 « Opérations de vérification » du présent C.C.P déroge aux dispositions des articles 27.3, 30.2 et 30.4 du CCAG/FCS.

L’article 19 « Pénalités » du présent C.C.P déroge aux dispositions de l’article 14 du CCAG/FCS.

L’article 21 « Résiliation » du présent C.C.P déroge aux dispositions de l’article 42 du CCAG/FCS.

ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « Règlement européen sur la protection des données » et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 32 du Règlement européen sur la protection des données et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La CCI de Seine-et-Marne se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un auditeur mandaté, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations par le titulaire.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement de la loi du 6 janvier 1978 « informatique et libertés » modifiée.

L'ensemble des obligations prévues au présent article demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent accord-cadre.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Présenter les garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;
- Traiter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Recueillir l'accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter leur confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, le titulaire doit informer la CCI de Seine-et-Marne avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la CCI de Seine-et-Marne ou les personnes pour le compte desquelles celle-ci procède à l'achat ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen ou du droit de l'Union ou des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement la CCI de Seine-et-Marne.

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées) qu'il met en œuvre, pour les besoins du présent accord-cadre, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou à titre onéreux à des fins commerciales, des données utilisées dans ce cadre.

3. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- L'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé pour l'exécution du présent marché.

En outre, le titulaire appuie la CCI de Seine-et-Marne pour la réalisation, s'il y a lieu, d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CCI de Seine-et-Marne de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un prestataire. Cette information indique clairement les activités de traitement

concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

La CCI de Seine-et-Marne dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si la CCI de Seine-et-Marne n'a pas émis d'objection pendant le délai précité.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre, pour le compte et selon les instructions de la CCI de Seine-et-Marne.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CCI de Seine-et-Marne de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5. Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées

Il appartient à la CCI de Seine-et-Marne de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires permettant à la CCI de Seine-et-Marne de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées formulent auprès du titulaire une demande d'exercice de leurs droits, le titulaire adresse ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : acheteurs@cci-paris-idf.fr

6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la CCI de Seine-et-Marne toute violation de données à caractère personnel, par courrier électronique dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à la CCI de Seine-et-Marne, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (CNIL), au nom et pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne, les violations de données à caractère personnel, au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance, sauf si la violation en question n'est pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans la mesure où il ne serait pas possible de fournir toutes ces informations concomitamment, celles-ci peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la CCI de Seine-et-Marne, le titulaire communique dans les meilleurs délais, au nom et pour le compte de celle-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

7. Sort des données à caractère personnel

Au terme de la prestation faisant l'objet du traitement des données personnelles, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, documents et fichiers informatiques et à les transmettre à la CCI de Seine-et-Marne ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l'attestation de destruction de ces données, dûment signée par la personne habilitée.

8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la CCI de Seine-et-Marne le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au Règlement européen sur la protection des données.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitement effectués pour le compte de la CCI de Seine-et-Marne ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- La description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de la CCI de Seine-et-Marne la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections par la CCI de Seine-et-Marne ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.